L'ABEILLE.

JEUDI MATIN, 15 MARS, 1832.

MAIRE
Col. PEIRE.
RECORDER
FELIX DE ARMAS.

INTÉRIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 14 mars.

La malle *semi-hebdomadaire* (depuis qu'elle est *quotidienne*) n'était pas arrivée hier soir.

COUR CRIMINELLE.

12 mars.—Wm. Melford, John Stiff et James O'Brian, convaincus de vols, ont été condamnés aux travaux forcés, les deux premiers pour un an, et le dernier pour dix-huit mois.

13.—Manuel Farache, Jacinto Fernandez et José Sarreo, ayant été convaincus du meurtre de Mayorquin, assassiné sur le chemin du lac, dans la nuit du 17 janvier, ont été condamnés à mort.

Le juge Grima, dans un discours en espagnol, adressé aux condamnés, a récapitulé succinctement les principales circonstances de leur crime. Farache a entendu la sentence prononcée contre lui, avec une émotion visible; ses traits étaient décomposés et ses yeux hagards. Saureo a écouté son arrêt avec une sorte d'indifférence. Hernandez a protesté contre la déposition d'un témoin et lui a reproché de manquer de véracité, autant que nous avons pu saisir ses paroles, il a tenu ce langage au juge : *Yo no soy reo; ire delante de mi juez, el ser supremo, con mi conciencia limpia.*" Je ne suis point coupable; je me présenterai devant mon juge suprême, la conscience pure.

Un Espagnol, qui a donné trois coups de couteau dans le cou, sur le bras et dans le dos, à un individu, a été arrêté hier et conduit en prison.

Nous avons parcouru de nouveau les journaux de Véra-Cruz que nous avons reçus dimanche dernier, mais nous n'y avons rien trouvé qui mérite d'être traduit; ces journaux ne sont remplis que de verbiage et ne relatent pas un seul fait. Les deux armées sont toujours à la veille de se livrer combat; et elles restent néanmoins dans les mêmes positions. Celle du gouvernement est à 3 lieues de Véra-Cruz; le ministre de la guerre, Facio, qui en a pris le commandement, était parti de Jalapa pour aller chercher des pièces d'artillerie au fort de Pérote, probablement pour faire le siége de Véra-Cruz, qui, nous aimons à le croire, ne sera pas aussi long que celui de Troie.

S'il faut en croire le *Censor*, le peuple au sud de Guadalajara se serait déclaré contre le ministère.

Des lettres de Puebla reçues à Véra-Cruz le 24, annoncent qu'Osorio, ayant 500 hommes sous son commandement, s'est prononcé en faveur du plan de Santa-Anna. Il était dans la ville de Chietla, et prenait des mesures pour se défendre.

On nous a communiqué l'extrait d'une lettre de Véra-Cruz, du 25 février, reçue par une maison respectable de cette ville, qui confirme ce que nous avons publié lundi, relativement à la prise d'un convoi d'argent et de munitions par Santa-Anna.

Nous avons reçu nos journaux de la Havane jusqu'au 3 de ce mois; ils ne contiennent absolument rien. Le brick sarde *Cattarina é Carmélitta*, qui prenait un chargement de sucre, de café et de fer pour Marseille et Gênes, a été incendié dans la rade de la Havane; le navire et la cargaison ont été entièrement détruits.

Les journaux anglais parlent d'un fait qui donnera une juste idée de l'opinion qu'on doit se faire du ministère Périer, qui gouverne maintenant la France. Une conspiration prétendue carliste, avait été organisée par les agents de ce ministère et devait éclater au signal donné par les cloches de *l'une* des tours de Notre-Dame, pendant que des conspirateurs mettraient le feu à *l'autre* tour. Tout était décidé, et le jour fixé pour cette grande conspiration, dont la découverte devait faire *couler à plein bord* la popularité du ministère; on avait choisi le 2 janvier, pour cette belle équipée. Mais le diable met son doigt partout! Dans leur naïf empressement, les ministres ou leurs agents communiquèrent cet immortel projet au correspondant de Paris du *Times*, journal de Londres, écrivain qui, à ce qu'il paraît, est dans les bonnes grâces du juste-milieu; et comme de raison il fut averti de se tenir prêt, le 3, à donner avis à ses patrons, de l'événement de la veille. Ce qui fut convenu, fut fait: la lettre du correspondant, du 3 janvier, annonça au *Times, et avec détails* vous dis-je! la découverte d'une conspiration perchée dans les tours de Notre-Dame le 2 au soir. Mais hélas! trois fois hélas! mille fois hélas! Par quelque cause indépendante de sa volonté, la *revolucion* de M. Périer avait été *remise*, et le malencontreux correspondant n'en avait rien su! elle n'eut lieu que le 4 !!!!!! Les journaux de l'opposition, voyant le ridicule de cette pantalonnade, donnaient à entendre qu'il y avait quelque anguille sous roche, et que ce n'était là qu'une conspiration de la fabrique des agents de police; déjà les organes du ministère déclamaient à qui mieux mieux, et s'évertuaient pour prouver..... quand l'arrivée du *Times* à Paris, contenant la lettre du 3, est venu tout confirmer.

Un ancien artiste du Théâtre d'Orléans, ALEXIS, est mort il a peu de temps, après une longue et douloureuse maladie qui a épuisé et au delà, les faibles ressources qu'il s'était créées par son industrie depuis qu'il avait quitté la carrière théâtrale. Cet infortuné laisse une femme et quatre enfans dans le dénument le plus absolu, et qui n'ont devant eux qu'une perspective encore plus affreuse. Un homme actif et intelligent, dans quelque passe qu'il se trouve ne souffre jamais de la faim dans notre pays, c'est une vérité qui l'honore trop pour que nous la taisions. Mais une femme, une femme surchargée d'enfans en bas âge, que peut-elle contre le malheur, surtout s'il ne lui reste qu'un seul moyen d'existence, et que ceux qui pourraient l'utiliser s'y refusent, par des raisons qu'il faut bien croire plausibles. Cette situation désespérante est celle de la veuve d'Alexis; elle doit intéresser tous les cœurs bienfaisants dont le nombre est si grand parmi les habitants de la Nlle.-Orléans; n'aimons, ce n'est pas leur charité que nous venons implorer pour celle qui est aussi un si grand besoin, sa délicatesse condamnerait notre zèle: nous ne leur demandons que leur avenir, et nous sommes assurés qu'ils ne nous le refuseront pas.

Mme. Alexis, en deux engagemens, a rempli pendant quatre ans un emploi au Théâtre d'Orléans; à ce titre, dans le malheur dont elle est atteinte, elle a pu tourner les yeux vers l'administration de ce théâtre, pour en attendre quelques secours. Nous avons une trop haute opinion de la libéralité de M. Davis pour croire qu'il lui refusérait un *bienfait*, mais craignant que notre influence seule n'aille pas jusqu'à le décider à cet acte de bienfaisance, nous prions les pères de famille de vouloir bien appuyer auprès de lui cette demande; sans doute une telle démarche n'aura rien que d'agréable pour eux, en pensant que c'est pour une mère réduite à la dernière extrémité, et pour quatre petits orphelins qui sont nés parmi nous, qu'ils vont joindre leurs sollicitations aux nôtres.

EXTÉRIEUR.

FRANCE.

PARIS, 12 janvier.

Nous aimons une polémique sincère. D'une part le cabinet, de l'autre l'opposition, et au-dessus de tout le roi, placé dans une sphère à l'abri des orages politiques, jugeant et prononçant entre ses ministres et les adversaires de leur système.

Voilà la monarchie constitutionnelle telle que nous l'entendons; est-ce ainsi que la comprend le ministère?

Que fait-il reprocher à l'opposition? Qu'elle est républicaine, qu'elle ne veut pas de ce qui est, qu'elle veut derrière, qu'elle est née *sape*, qu'elle est une mine, enfin si employe je ne sais quels autres termes de génie militaire, pour montrer que tous, excepté les amis des ministres actuels, en veulent du trône de juillet; ce qui est infiniment adroit.

De s'en tenir en-de-là de la restauration? Que disait-elle sous M. de Villèle et sous M. de Polignac? "Tant ce qui n'est pas avec nous est révolutionnaire." Et il est arrivé un beau jour que les révolutionnaires se sont trouvés être tout le monde.

Nous ne pensons pas que les artisans du ministère veuillent arriver au même résultat; il faut donc qu'ils sachent qu'il y a d'autres monarchistes, d'autres amis du trône de juillet; qu'on est de l'opposition sans être républicain, sans être républicain parce qu'on blâme l'administration, que le cabinet n'est pas en permanence par exemple le cabinet n'est pas en conférence [illegible] et au désarmement.

Voilà ce que nous dirons avec cette théorie, avec [illegible] de la monarchie, de l'ordre et de [illegible] sans [illegible] la France de [illegible] [illegible] [illegible] du président du [illegible] [illegible] créé récemment.

Nous avons [illegible] [illegible] [illegible] notre pays. [illegible] personne, à aucun mi[illegible] [illegible] [illegible] [